

FM0101510010111

20 10. 89



MOUVEMENT ANTI-APARTHEID

COMMUNIQUE

Paris, le 20 Octobre 1989

Les banques au secours de l'apartheid

Le Mouvement Anti-Apartheid français (M.A.A.) a appris avec consternation et écoeurément que les banques internationales, dont le Crédit Lyonnais, banque nationale, Indosuez et d'autres banques françaises (BNP, Paribas, CCF...) viennent de signer un accord de rééchelonnement avec l'Afrique du Sud portant sur la partie de sa dette extérieure (20,5%) arrivant à échéance en juin prochain.

Le M.A.A. note que cet accord est intervenu alors même qu'il avait, avec des représentants des organisations anti-racistes et anti-apartheid, des Eglises et des ONG de développement françaises, rencontré la direction du Crédit Lyonnais, et qu'il venait à peine d'être reçu, avec ces mêmes organisations, au cabinet du ministre Pierre Bérégovoy.

Le M.A.A. condamne de la façon la plus totale cet accord révoltant qui accorde au régime d'apartheid un ballon d'oxygène pour trois années et demi supplémentaires. Au moment où la priorité est au maintien et au renforcement des pressions sur le régime de Pretoria, dont les derniers développements en Afrique du Sud démontrent l'efficacité, il est tout simplement criminel d'avoir abandonné le moyen le plus puissant de pression sur le régime, que l'ANC, le MDM, les Eglises, les syndicats et toutes les forces de l'opposition anti-apartheid en Afrique du Sud demandaient à la communauté internationale d'utiliser.

Le M.A.A. est décidé à ne pas relâcher ses pressions sur les banques et sur le gouvernement pour obtenir qu'aucun nouveau prêt ne soit consenti à l'Afrique du Sud, et que l'Etat n'accorde plus aucune garantie (Coface) aux crédits commerciaux concernant l'Afrique du Sud. Il prendra, seul et avec les autres organisations, de nouvelles initiatives dans ce but.